

**Communiqué de la 12<sup>e</sup> Coordination Nationale des Universités,  
réunie à l'université Paris 8-St Denis le 30 septembre 2009.**

*Nous avons encore plus de raisons d'être en colère et de nous battre que l'an dernier.*

En convoquant ce 30 septembre une nouvelle Coordination Nationale des Universités en lutte, nous réaffirmons notre refus de la loi LRU que, depuis deux ans, le gouvernement cherche à nous imposer. Les raisons de notre engagement persistent, le mécontentement de toutes les composantes de la communauté universitaire est demeuré tel qu'il était en février 2009 lorsqu'a été lancé le mot d'ordre d'arrêt de l'université.

Le maintien de la Coordination Nationale des universités en lutte apporte ainsi un premier démenti aux efforts de propagande orchestrés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La CNU continue à dénoncer cette réforme qui contrevient fortement à l'idée que nous nous faisons des missions de l'université, qui affaiblit le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et qui, au-delà, contribue au démantèlement de l'éducation nationale.

La CNU réaffirme ses revendications du semestre passé et appelle dans l'immédiat :

- à organiser des AG dans les universités avec élection de mandats à la CNU, et des réunions interprofessionnelles ;
- à lutter contre la loi LRU en refusant le passage aux RCE, la cession du patrimoine immobilier et les heures complémentaires ;
- à combattre la logique de la gestion des ressources humaines appliquée à l'université et à la recherche, fondée sur l'idéologie de l'évaluation individuelle (primes individualisées, entretiens professionnels des BIATOSS, modulations de service), situation aggravée par la loi dite de « mobilité » des fonctionnaires votée cet été ;
- à refuser la dégradation de la formation et du recrutement des enseignants des premier et second degrés
  - en bloquant l'élaboration et la remontée des maquettes « métiers de l'enseignement », que ce soit sous la forme de spécialité, mention ou parcours
  - en dénonçant les dangers des mesures transitoires
  - en refusant d'appliquer les nouvelles modalités des stages.

Afin d'assurer la convergence de ces divers modes de résistance, afin de rappeler au ministère que la réprobation envers sa politique est largement partagée par les membres de la communauté universitaire, afin de promouvoir la démocratie au sein de nos établissements, afin de défendre les statuts de fonctionnaires pour tous ceux qui y travaillent, afin de défendre l'existence d'une université ouverte à tous et de favoriser l'insertion des jeunes chercheurs et doctorants, la Coordination Nationale des Universités en lutte va poursuivre son action en collaboration avec les organisations syndicales, les associations et sociétés savantes impliquées dans cette dynamique.

Nous appelons à une

**journée nationale de manifestations le 17 novembre  
et à la 13<sup>ème</sup> CNU le 27 octobre (Paris IV ou X ?)**

*Rappel*

3 octobre : coordination BIATOSS (Maison des syndicats, Paris 6)

7 octobre : journée du travail décent

10 octobre : AG de SLU à Paris 7 (site Olympiade)

17 octobre : réunion des sociétés savantes sur les réformes en cours (Institut Poincaré)

semaine du 22 octobre : appel à des débats sur les réformes en cours dans les universités

27 octobre : prochaine CNU